



Décembre 2018

ÉDITO

Chères Dammartinoises,
Chers Dammartinois,

De 2008 à 2014 l'actuel maire et son équipe, alors dans l'opposition, n'ont pas cessé de critiquer notre action et de rabaisser notre ville par démagogie et électoralisme. De la sécurité à la propreté, en passant par la circulation, les places de parking, ou l'urbanisation, tout était prétexte à des polémiques et au dénigrement du cadre de vie des Dammartinois(e)s. Une fois élus en 2014, qu'ont-ils fait ?

Ce mandat sera marqué du sceau de l'urbanisation à outrance. Monsieur Dutruge restera dans l'histoire le maire qui aura vendu la ville aux promoteurs sans aucune contrepartie financière. Jamais il n'y aura eu autant de constructions en un seul mandat : plus de 300 logements en centre-ville et plus de 400 pavillons dans le nouveau quartier de la Folle Emprince, sans aucune anticipation pour accueillir dignement les enfants de ces nouveaux habitants dans les écoles à partir de la rentrée 2020. Quant à la propreté, il suffit de se promener dans les rues pour se rendre compte que la ville est plus sale qu'en 2014. Pour la sécurité, les problèmes de management et les mauvais résultats financiers de la commune auront eu la peau de notre police municipale. Son démantèlement annoncé en fin d'année pour faire des économies est une faute politique grave et lourde de conséquences.

La critique et la démagogie sont faciles quand on est dans l'opposition, mais l'action est plus difficile quand on est en responsabilité. **La déception est grande** et les seules questions qui vaillent sont de savoir si notre ville est bien gérée, et si le cadre de vie et le bien vivre ensemble des Dammartinois(e)s se sont améliorés depuis le début du mandat ?

Nous sommes de plus en plus nombreux à penser que non. Monsieur Dutruge et les derniers rescapés de son équipe, après tant de démissions, devront rendre des comptes.

Stéphane JABUT

Conseiller municipal de l'opposition
Maire de Dammartin-en-Goële 2012-2014

Amitiés Dammartinoises

Groupe de l'opposition municipale



Norbert
HERRERA

Brigitte
BAGUIER

Fabrice
KHELLAFI

Stéphane
JABUT

Romain
LEGRAS

Rafika
KALLECHE

SUPPRESSION DE LA POLICE MUNICIPALE

Le maire et la maire-adjointe chargée de la sécurité ont confirmé la rumeur de suppression et de transfert de notre police municipale à la Communauté d'agglomération à cause de problèmes de management, d'arrêts maladies, et surtout pour faire des économies. Autant ce transfert de compétence sous certaines conditions à l'agglomération est compréhensible pour les communes rurales faiblement peuplées qui n'ont pas les moyens de financer leur propre police municipale, autant pour notre ville ce transfert est une aberration, et démontre que **la sécurité de proximité est sacrifiée par l'actuelle majorité.**

Ces agents, qui devraient être basés au Mesnil-Amelot ou à Louvres, auront pour autorité hiérarchique administrative le président de l'agglomération. Ils pourront intervenir à tout moment sur l'une des 13 communes sur les 42 de l'agglomération qui ont fait le choix de cette police intercommunale. Toutes les démarches administratives émaneront du président de la Communauté d'agglomération et les agents devront informer le maire du territoire sur lequel ils se trouvent !

Nous condamnons avec la plus grande fermeté le transfert de notre police municipale à l'agglomération et réaffirmons que la proximité doit être une priorité. Présente au quotidien au service de la population, la police municipale agit sous l'autorité du Maire en matière de tranquillité, de sécurité et de salubrité publiques. Elle concourt au respect des règles collectives et garantit les libertés de chacun. Ses missions de proximité sont complémentaires de celles de la gendarmerie implantée sur notre ville, et pour une meilleure efficacité elles ne devraient pas être transférées à l'agglomération.

DÉRAPAGE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET ALLONGEMENT DE LA DETTE

Le dérapage des dépenses de fonctionnement de la municipalité depuis 2014 a engendré en 2017 un trop faible excédent de fonctionnement de 163 580 €. Depuis 2014 ce résultat a été divisé par 7 parce que les charges à caractère général ont augmenté de 706 575 € (+20 %) et la masse salariale de 1 315 807 € (+29 %) alors que le service rendu ne s'améliore pas. Cet excédent catastrophique ne permet même plus de rembourser l'annuité du capital restant dû des emprunts en cours du budget principal. Pour donner des gages aux services de l'État, le maire et son équipe ont dû voter cette année la substitution de prêts en cours par un seul prêt de 17 ans jusqu'en 2035 au taux de 2.17 %. 8 ans de plus pour le prêt le plus court et une augmentation de 0.8 % du taux pour le taux le plus bas ! **Ce réaménagement de la dette va coûter très cher aux Dammartinois(e)s.** Cela s'ajoute au vote du rallongement du prêt du budget annexe du pôle de santé de 4 ans avec une augmentation de plus de 1 % du taux. Ce budget annexe explose alors que les travaux n'ont même pas débuté. Si les loyers des futurs praticiens n'équilibrent pas ce budget annexe, les Dammartinois(e)s devront payer sans avoir aucune garantie pour les nouveaux arrivants d'un médecin traitant !

Les résultats financiers de la ville pourraient être bien meilleurs si le maire et son équipe n'avaient pas bradé les terrains de la zone de services et de santé de l'Europe, s'ils avaient mieux vendu un pavillon à proximité du parc de la Corbie, s'ils n'avaient pas installé une annexe de la mairie au 103 de l'avenue du Général de Gaulle pour la fermer deux ans plus tard, s'ils avaient mieux négocié avec les promoteurs et l'aménageur du nouveau quartier de la Folle Emprince, s'ils n'avaient pas abandonné l'espace commercial et la salle de spectacle et de cinéma... Les sommes en jeu sont considérables. **Les gaspillages, les subventions perdues, les manques à gagner, représentent plus de 2 500 000 € sur 4 ans**, montant ahurissant qui ne pourra jamais être récupéré. Cette mauvaise gestion a des conséquences terribles sur les investissements et explique en partie l'immobilisme du maire et de son équipe.

BÉTONISATION INTENSIVE



Malgré notre opposition et leur promesse de campagne, le maire et son équipe continuent la bétonisation intensive de notre ville. Un nouveau projet de 31 appartements devrait voir le jour avenue du Maréchal Leclerc à côté du garage Citroën. A ce jour ce sont plus de 300 logements dans le centre-ville et plus de 400 logements dans le nouveau quartier de la Folle Emprince qui ont été lancés depuis le début du mandat. Les 158 nouveaux logements sociaux dans le centre-ville (rue des Oulches et rue Victor Offroy) vont entraîner au moins **150 voitures garées dans les rues** avoisinantes puisque la loi permet aux bailleurs sociaux de construire une seule place de parking par logement. De plus, l'agrandissement programmé de l'école du Petit Prince a été sous-dimensionné par l'actuelle majorité, et celui que nous avons prévu à l'école de l'Eau Bonne n'est toujours pas lancé alors que nous avons planifié bien moins de constructions dans le centre-ville !

Cette double peine des constructions, des nouveaux problèmes de stationnement et de circulation sans de nouveaux équipements publics est inacceptable. Avec la fermeture de la salle Louis-Lumière, la fermeture du Trésor Public, l'enclavement du nouveau quartier de la Folle Emprince, l'abandon de la nouvelle mairie au parc de la Corbie, l'abandon de l'espace commercial et de la salle de spectacle et de cinéma à côté de l'école Henry-Dunant pour y construire 33 maisons individuelles, le maire démontre à chaque fois son manque de vision et d'anticipation. Il ne fait que subir et malheureusement ce sont les Dammartinois(e)s qui trinquent.

www.ensemble-pour-dammartin.fr



ensemble.pour.dammartin.en.goele



[@77230Dammartin](https://twitter.com/77230Dammartin)